

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT – POLICE DE L'EAU

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION

CONCERNANT LA RÉGULARISATION DE 2 FORAGES

sur le territoire de la commune de OYE-PLAGE

EARL LES 3 BERGERS

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS

VU le code de l'environnement et notamment le Livre II de la partie Législative et le Livre II, Chapitre IV de la partie Réglementaire ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 16 février 2017 portant nomination de M. Fabien SUDRY, en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2017-60-43 du 6 mars 2017 portant délégation de signature ;

VU la déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement reçue le 27 avril 2016, présentée par l'EARL les 3 Bergers, enregistrée sous le n° 62-2016-00099 et relative à la régularisation de forages destinés à l'irrigation sur la commune de OYE PLAGE ;

VU l'accusé réception de la déclaration délivré le 3 mai 2016 ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration à : L'EARL LES 3 BERGERS siégeant 212 Chemin Bellevue à OYE-PLAGE (62215) de sa déclaration concernant la régularisation de deux forages pour l'irrigation pour un prélèvement annuel cumulé de 7 000 m³ sur les deux ouvrages et un débit horaire de 20 m³/heure sur chaque installation :

- ayant pour coordonnées Lambert : X : 581 200 Y : 2 666 248 implanté sur la commune de OYE-PLAGE, parcelle cadastrée AP 13 ;

- ayant pour coordonnées Lambert : X : 581 522 Y : 2 666 266 implanté sur la commune de OYE-PLAGE, parcelle cadastrée AP 18.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques concernées de l'article R.214-1 du Code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales correspondant
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D)	Déclaration	11/09/2003

Le déclarant peut débiter son opération dès réception du présent récépissé et devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé. Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Vos ouvrages se situent en aléa submersion marine. L'article 8 de l'arrêté du 11 septembre 2003 précise qu'un ouvrage dans ce cas doit être rendu étanche ou placé dans un local lui-même étanche. Vous voudrez bien mettre vos ouvrages en conformité avec cette réglementation comme cela est précisé dans votre dossier de déclaration.

Copie de la déclaration et du présent récépissé sont adressées à la mairie de la commune de OYE-PLAGE où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois ainsi qu'à la CLE du SAGE du Delta de l'Aa pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Pas-de-Calais durant une période d'au moins six mois.

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente et notamment au tribunal administratif de LILLE dans les délais prévus à l'article R 514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision en mairie de OYE-PLAGE.

2° Par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le service en charge de la police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages.

En application de l'article R.214-51 du Code de l'Environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux et exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, date à laquelle vous pouvez commencer les travaux, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du Code de l'environnement.

En application de l'article R.214-51 du Code de l'Environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au Préfet du Pas-de-Calais au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

En application de l'article R.214-40 du Code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARRAS, le **18 SEP. 2017**
Pour le Préfet et par délégation
Pour le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer et par subdélégation
Le Chef du Service de l'Environnement
Hélène VILLAR



Adjointe au Chef de Service

Pièces jointes :

- Plan de situation
- Prescriptions générales du 11/09/2003 relatives à la création de forage.

PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

*Direction Départementale des Territoires
et de la Mer*

EARL LES 3 BERGERS

OYE PLAGE

Plan de situation



